

Zeitschrift: Revue syndicale suisse : organe de l'Union syndicale suisse
Herausgeber: Union syndicale suisse
Band: 58 (1966)
Heft: 5

Artikel: Evolution économique de l'Europe occidentale en 1965
Autor: [s.n.]
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-385403>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 08.02.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

mouvements des astres (quelques dizaines de roues dentées en bronze), découvert en 1900 par des archéologues grecs dans l'épave d'un navire près de la petite île d'Antikythera au sud de la Grèce et conservé au Musée d'Athènes, sans l'additionneuse propre aux quatre opérations de Schickart et de son mécanicien Pfister (1623), sans les nombreuses machines à additionner et à soustraire de Pascal et de son horloger de Rouen (1642) et celles de Leibniz (1673), sans le calculateur analytique du mathématicien anglais Babbage (1822) ou le comptomètre de Felt (1887) ou les machines à statistiques de Hollerith (1889), machines relevant toutes de principes mécaniques, sans les recherches et les calculatrices électromécaniques de Couffignal (1936) et de Aiken (1941), qui ont donné finalement naissance à la calculatrice électronique moderne, l'humanité ne connaîtrait pas la production en grande quantité et à bas prix, elle ne connaîtrait ni la prévision météorologique, ni les possibilités des recherches scientifiques, ni les satellites artificiels, ni l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire, en un mot, l'humanité ne connaîtrait pas l'automatisation et l'automation.

Evolution économique de l'Europe occidentale en 1965

La Commission économique des Nations Unies pour l'Europe a fait paraître récemment son étude annuelle sur la situation économique de l'Europe pendant l'année écoulée. Bien que cette étude ne fasse qu'une ou deux allusions à notre pays, nous reproduisons ci-dessous, dans ses parties essentielles, l'excellent résumé qu'en a fait le Centre d'information des Nations Unies à Paris le 21 mars 1966. Cette étude présente l'avantage de montrer l'analogie des problèmes qui se posent dans les différents pays de l'Europe occidentale.

Réd.

I. ÉVOLUTION EN 1965

La production

La plus grande partie de l'Europe occidentale traverse actuellement une phase passagère d'expansion relativement lente qui a commencé dans le courant de 1964 et qui paraît devoir se prolonger jusqu'à la fin de 1966. D'après les prévisions actuelles, la production nationale de l'ensemble des pays de l'Europe occidentale devrait augmenter d'environ 4 % en 1966, soit un peu plus que les 3,5 % provisoirement évalués pour 1965.

On avait enregistré des accroissements sensiblement plus élevés quelques années auparavant: 6,5 % en 1960 et 5,5 % en 1964. Pour

l'ensemble de la période 1952-1965, le taux moyen, pour l'ensemble de l'Europe occidentale, a fluctué entre 4,5 % et 5 % par an, la tendance générale n'ayant guère changé pendant cette période. « Le taux de croissance de 4,5 % à 5 %, tant pour l'Europe occidentale prise dans son ensemble que pour la plupart des pays pris individuellement (l'éventail dans ce cas n'étant qu'à peine plus ouvert), paraît bien devoir constituer un objectif réalisable à moyen terme. » Les plans nationaux établis pour les années qui vont jusqu'en 1970 reposent sur des taux moyens de croissance variant entre 3,8 % et 5 % par an (l'étude expose les programmes économiques qui viennent d'être publiés pour la Finlande, la France, l'Italie, la Norvège, le Royaume-Uni et la Suède).

Si le taux d'expansion prévu pour 1966 paraît devoir dépasser quelque peu celui de 1965, c'est surtout parce que la reprise persiste en France et en Italie. Dans ces deux pays, la politique économique est passée du freinage à l'encouragement prudent – prudent pour ne pas relancer les facteurs d'inflation des prix et des revenus. Dans ces deux pays, les pouvoirs publics s'attendent à un taux de croissance de 4,5 % pour 1966. Par contre, la politique économique suivie au Royaume-Uni est décrite dans l'étude comme étant marquée par une prudente modération – prudente, dans ce cas, pour ne pas compromettre davantage encore la croissance et les réformes de structure à long terme; au Royaume-Uni, on s'attend à voir le taux de croissance rester aussi faible en 1966 qu'en 1965, aux environs de 2 %. En Allemagne occidentale, le taux global paraît devoir fléchir quelque peu, de 4,5 % en 1965 à 4 % en 1966.

Trois facteurs principaux sont à l'origine du fléchissement de la croissance de la production en 1965 en Europe occidentale. D'abord, l'usage qui a été fait de toute une série d'instruments de la politique économique entre 1963 et 1965 pour freiner la pression de la demande intérieure en Belgique, en France, en Italie, au Royaume-Uni et en Suisse. Ensuite, l'utilisation croissante qui a été faite des ressources, de la main-d'œuvre en particulier, en Autriche, en Allemagne occidentale, aux Pays-Bas et en Suède. Enfin, le fléchissement spontané de la demande d'investissements privés qui avait fortement augmenté en 1964; cette tendance a encore été accentuée par le ralentissement de la constitution des stocks en 1965. L'année 1964 avait été marquée presque partout par une forte poussée d'investissements, si bien que le ralentissement de leur progression en 1965 compte à lui seul pour la moitié ou plus du fléchissement de la croissance de la production totale. On s'attend, pour 1966, à ne voir augmenter les investissements que modérément pour la deuxième année de suite.

D'autre part, le taux de croissance des exportations s'est bien maintenu – en particulier vers les pays extérieurs à l'Europe occidentale – alors que le taux d'expansion des importations a baissé

(en partie par suite du ralentissement dans la constitution des stocks).

La lutte contre l'inflation

Du fait que les taux de croissance ont été relativement faibles en 1965, on peut dire que l'utilisation des ressources a elle-même fortement diminué; on a souvent pensé qu'il en résulterait un affaiblissement marqué des facteurs qui sont à l'origine de l'inflation des revenus et des prix. Jusqu'ici, cette hypothèse n'a pas été confirmée par les faits dans de nombreux pays. Le taux de croissance des traitements et salaires n'a baissé que très peu, sauf en France et en Italie, où la politique de déflation a été la plus énergique, et sauf aussi aux Pays-Bas et en Irlande, où l'accroissement des gains en 1964 avait été exceptionnellement élevé. En outre, le niveau de l'emploi n'ayant pas réagi proportionnellement à la décélération de la production, ce qui est d'ailleurs parfaitement normal, le taux d'accroissement de la productivité a baissé et la hausse des coûts salariaux unitaires s'est en général accélérée.

On sous-estime souvent la durée du décalage dans le temps en cette matière. Il paraît raisonnable de compter en 1966 sur un léger fléchissement du taux d'inflation des revenus nominaux, des prix de revient et des prix de vente.

L'analyse conduite pour les années 1961-1964 fait apparaître qu'au cours de ces années l'ensemble des revenus des ménages (ou revenus personnels) avant impôts a augmenté en espèces dans une proportion variant entre 30 % (Royaume-Uni) et 60 % (Finlande). Dans chaque pays, une proportion de l'augmentation des revenus allant de 25 % à 40 % a été absorbée par la hausse des prix à la consommation; entre un cinquième et un tiers a été absorbé par la hausse des impôts directs. Par conséquent, sur l'accroissement initial des revenus nominaux, aucun pays ne dispose de plus de 40 % pour l'accroissement de la consommation réelle (Allemagne occidentale) et dans quelques pays (Finlande, Suède) la proportion a même été inférieure au tiers.

En 1966, la pression exercée sur les prix par la demande ne devrait pas, en général, se révéler excessive, les politiques économiques suivies étant assez restrictives ou n'allant que modérément dans le sens de l'expansion, si bien que les taux de croissance sont appelés à rester fort modestes. Il n'en reste pas moins que l'inflation par les coûts continue à menacer gravement la stabilité, en particulier dans les pays où le marché du travail demeure fort tendu. Reste à savoir si l'effet de freinage par la compression de la demande exercé sur la poussée des salaires va être aussi fort que l'effet exercé sur la croissance de la production par ouvrier. En France et en Italie, où l'on s'attend à une relance de l'activité économique, les progrès de la productivité devraient être considérables, comme cela

arrive généralement dans les premières phases d'une reprise économique, et ils devraient largement contrebalancer la hausse des prix de revient. Dans certains pays, notamment la Belgique, la France et les Pays-Bas, on s'attend à voir les prix monter sous l'action de facteurs « autonomes » (qui représentent souvent une adaptation tardive à des hausses antérieures des coûts), comme par exemple la hausse des loyers, des tarifs des entreprises publiques et d'autres prix contrôlés par l'Etat, ainsi que des impôts indirects.

La politique de freinage de la demande a donc eu des effets beaucoup plus rapides sur les déséquilibres de la balance des paiements que sur les courbes des salaires et des prix.

Les traits dominants de l'année 1965 ont été l'apparition d'un gros déficit de la balance des paiements courants de l'Allemagne occidentale (qui a dépassé le déficit du Royaume-Uni en 1964), la réduction sensible du déficit du Royaume-Uni, la réduction du déficit des Pays-Bas et la très forte progression des excédents de la France et de l'Italie. La reprise de l'activité économique en France et en Italie devrait faire diminuer leurs excédents et contribuer à réduire le déficit de l'Allemagne occidentale, alors que l'on s'attend à voir le déficit du Royaume-Uni régresser davantage encore. Par conséquent, les positions extrêmes enregistrées en 1964 et en 1965 devraient disparaître.

L'évolution de la politique économique

Les auteurs de l'étude font ressortir trois tendances qu'ils jugent particulièrement significatives.

Premièrement, on note un effort plus systématique pour relier plus étroitement la politique économique à court terme aux programmes de développement et de changements de structure à moyen terme. Les auteurs font cependant observer qu'aussi longtemps que l'économie nationale est soumise à des courants perturbateurs, tant intérieurs qu'extérieurs, sur lesquels l'intervention de l'Etat n'a pas pleinement prise, il n'est pas possible d'assurer une croissance parfaitement stable selon l'orientation fixée par un programme à long terme.

Deuxièmement, depuis une année ou deux, les pouvoirs publics se rendent de mieux en mieux compte dans plusieurs pays de la nécessité de recourir à la politique budgétaire, en plus de la politique monétaire et du crédit, pour en faire l'un des principaux instruments de régulation de la conjoncture à court terme (comme on l'a noté plus particulièrement pour l'Allemagne occidentale). Cette tendance a été encouragée tant par l'OCDE que par la Commission du Marché commun.

Troisièmement, il faut citer l'évolution de la politique des prix et des revenus, qui vise à améliorer les méthodes de fixation des prix par les entreprises, ainsi que la politique des salaires, telle qu'elle

est menée tant par les syndicats que par les entreprises. Comme le montre l'exemple britannique, il y a là sans doute l'amorce d'un long effort, qui paraît souvent ingrat à première vue, et il faudra sans doute examiner de façon plus approfondie qu'on n'avait cru nécessaire de le faire jusqu'ici les principes selon lesquels le revenu national devrait être réparti. Il n'en reste pas moins que cette politique ouvre des perspectives intéressantes pour un avenir plus lointain en facilitant la stabilité économique et un progrès économique et social plus harmonieux, encore qu'il ne faille pas en surestimer l'importance.

II. CHANGEMENTS ET POLITIQUES À COURT TERME DANS LES DERNIÈRES ANNÉES

Quatre monographies publiées dans l'étude peuvent aider à interpréter les changements et les politiques économiques à court terme. On trouvera ci-après quelques-unes des constatations qui se dégagent de ces monographies :

Evolution de la structure des prix de revient dans les années 1960-1965

Cette analyse fait ressortir l'effet exercé sur les prix, dans dix pays de l'Europe occidentale, par les changements survenus dans les coûts salariaux, les coûts d'importation, les impôts indirects et un « résidu » (qui comprend les bénéfices, les revenus des commerçants travaillant à leur compte, les loyers, etc.) de 1961 à 1964 et, pour quelques pays seulement, en 1965. Les principales conclusions sont les suivantes :

- a) Les coûts salariaux unitaires ont augmenté partout, la hausse des gains salariaux étant, dans tous les pays, plus forte que l'accroissement de la productivité. C'est en Italie que l'augmentation du salaire moyen a été la plus forte en 1961-1964 (67 %) et c'est au Royaume-Uni qu'elle a été la plus faible (18 %). La hausse des coûts salariaux unitaires s'inscrit dans un éventail beaucoup plus fermé (17 % en Italie, 9 % au Royaume-Uni), mais l'ordre dans lequel se placent les dix pays reste le même.
- b) L'effet de la hausse des coûts salariaux sur les prix intérieurs a été quelque peu neutralisé par l'accroissement des importations.
- c) Les coûts imputables aux impôts directs ont augmenté dans tous les pays, mais leur incidence a été faible.
- d) Le principal élément modérateur de la hausse des coûts a été la très faible augmentation (dans quelques pays, il y a même eu une régression) du « résidu ».

La conjoncture en Europe occidentale de 1952 à 1965

Quels qu'aient pu être les différences et les contrastes d'un pays à un autre, les fluctuations de la production en Europe occidentale s'inscrivent dans un schéma général assez uniforme quant aux mouvements de la conjoncture. Voici quelques-uns des traits dominants:

- a) On observe deux grands cycles dans la courbe des taux de croissance du produit national: le premier va de 1952 à 1958, avec une pointe en 1955; le second va de 1958 à maintenant, les pointes de croissance se situant en 1960 puis à nouveau en 1964.
- b) Pour l'ensemble de l'Europe occidentale, il ne se dégage aucune tendance nette pour toute la période quant au taux global de croissance. Quelles qu'aient pu être les fluctuations annuelles, on relève cependant un taux régulier de progression légèrement supérieur à 5 % par an.
- c) Il faut cependant noter que les statistiques de certains pays paraissent annoncer un changement de tendance. En Allemagne occidentale et en Autriche, les taux élevés de croissance enregistrés aux environs de 1955 n'ont pas été retrouvés, si ce n'est très brièvement en 1960. En revanche, le taux global de croissance s'est nettement redressé en Belgique, en Irlande, en Norvège, en Suède, au Royaume-Uni (de façon très passagère) et peut-être aussi au Danemark; jusque vers 1960, les taux de croissance dans ces pays avaient toujours été inférieurs à la moyenne de l'Europe occidentale.
- d) Enfin, une comparaison avec la conjoncture aux Etats-Unis fait ressortir l'indépendance considérable de l'Europe occidentale à cet égard. Depuis 1958, en effet, la courbe observée aux Etats-Unis ne présente guère de similitude avec celle de l'Europe occidentale.

Ces tendances générales valent aussi pour la production industrielle et pour la productivité par travailleur.

Un facteur important des fluctuations à court terme est constitué par l'investissement. Un autre facteur important est l'influence exercée par le commerce extérieur. Les auteurs de l'étude font observer que, depuis 1956, l'Allemagne occidentale est le plus gros importateur en provenance du reste de l'Europe occidentale et que les ventes à destination de l'Allemagne occidentale représentent environ 5 % de l'ensemble du PNB du reste de la région – et une proportion beaucoup plus forte dans un cas comme celui des Pays-Bas par exemple. Toutefois, il semble que les importations effectuées par l'Allemagne occidentale aient augmenté de façon relativement stable, sauf en 1965, où elles ont progressé à une allure tout à fait exceptionnelle.

L'importance des migrations intra-européennes depuis 1960

Les mouvements migratoires à l'intérieur de l'Europe, qui avaient déjà été d'une ampleur considérable dans les années cinquante, ont encore gagné en importance depuis 1960. Le nombre total des travailleurs immigrants en Europe occidentale se situe aux environs de 5 millions, dont plus de 4 millions sont des Européens. La proportion des travailleurs étrangers atteint jusqu'à 30 % au Luxembourg et en Suisse. Entre 1960 et 1965, l'accroissement annuel de la main-d'œuvre étrangère a sans doute largement dépassé le demi-million par an, ce qui représente presque autant que l'ensemble de l'accroissement de l'effectif total de main-d'œuvre employée dans les pays industriels de l'Europe occidentale.

La pénurie de main-d'œuvre ne paraissant nullement devoir s'atténuer, il est probable que la demande de main-d'œuvre étrangère dans les pays industrialisés de l'Europe occidentale restera forte au cours des prochaines années. Toutefois, même si l'on admet que cette réserve de main-d'œuvre est inépuisable, l'on ne saurait s'attendre à voir le recrutement de main-d'œuvre étrangère persister au même niveau qu'à l'heure actuelle, pas plus que l'on ne peut penser qu'il y ait là une solution permanente au problème de la pénurie de main-d'œuvre. En fait, il est probable que la demande de main-d'œuvre étrangère sera maintenue dans certaines limites, dictées à la fois par des considérations économiques et des raisons d'ordre social. Les auteurs de l'étude ont analysé le phénomène du va-et-vient des travailleurs immigrants, mais ils soulignent que l'on pourrait surmonter cette difficulté en encourageant l'installation permanente si la communauté intéressée est prête à accepter cette solution. L'étude examine en outre un certain nombre de problèmes de politique générale intéressant tant les pays importateurs de main-d'œuvre que les pays exportateurs.

Le financement de l'investissement productif privé

Une attention croissante est consacrée aux obstacles financiers qui gênent l'investissement, en particulier parce que, dans certains pays, l'accroissement de l'épargne des entreprises disponible pour l'auto-financement n'a pas progressé autant que les investissements. Les statistiques de l'ampleur de l'autofinancement sur un certain nombre d'années, bien qu'elles ne soient pas vraiment comparables, permettent de dégager une tendance à long terme selon laquelle la part de l'autofinancement diminuerait fortement en France, en Suède et probablement aussi en Italie. Par contre, on n'observe aucune tendance à long terme au Royaume-Uni, et il se peut qu'il y ait un certain accroissement de l'autofinancement aux États-Unis. Pour l'Allemagne occidentale, les données disponibles ne portent pas sur une période suffisamment longue.

Cela pose la question de l'efficacité des rouages qui permettraient de canaliser l'épargne privée par le marché financier. Les auteurs de l'étude montrent que, dans plusieurs pays, les dispositions du régime fiscal et la structure des taux d'intérêt, la préférence pour les liquidités et l'étroitesse relative du marché financier ont entravé l'orientation de l'épargne privée vers l'investissement des entreprises. De plus, les « investisseurs institutionnels », particulièrement les compagnies d'assurance sur la vie et les caisses de retraite, ne jouent qu'un rôle limité dans le rassemblement et l'orientation de l'épargne des ménages dans les pays de l'Europe continentale par opposition à ce qui se passe au Royaume-Uni et aux Etats-Unis, et la politique de placement de ces établissements est entravée par des habitudes de prudence et des dispositions légales.

Les difficultés de financement externe des entreprises en France tiennent non seulement à l'exiguïté du marché financier, mais aussi au fait que les emprunts coûtent fort cher à l'emprunteur au regard de ce qu'ils rapportent à l'investisseur. Toutefois, un certain nombre de mesures sont actuellement prises pour faciliter l'autofinancement et pour éliminer certains obstacles qui gênent un appel plus large au marché des capitaux.

En Allemagne occidentale, les banques sont traditionnellement la principale source de financement à moyen et à long terme pour les entreprises. Dans ces conditions, une politique de lutte contre l'inflation axée principalement sur la restriction du crédit bancaire sera probablement ressentie de la façon la plus aiguë par les investissements productifs privés, ainsi que l'on s'en est aperçu en 1965. Les milieux compétents se préoccupent d'une situation analogue en Suède.